

## Burundi : Rufyiri appelle au retrait de l'ordonnance pour financer les élections

RFI, 13-12-2017 Le gouvernement burundais a présenté le 11 décembre une ordonnance qui institue une contribution de la population aux élections de 2020 dans ce pays qui est plongé dans une grave crise politique depuis plus de deux ans. Gabriel Rufyiri (photo), président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), demande à la population de passer outre.

Selon ce texte, les Burundais devront payer « volontairement » pour financer les élections. Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), une des principales ONG burundaises militant pour une bonne gouvernance, estime au contraire que la population est trop pauvre, que cette ordonnance est contraire à la constitution, il s'agit de « vol organisé ». Il se dit « indigné » et annonce que l'Olu va porter plainte au Burundi et à l'international et il appelle les Burundais à ne pas payer cette contribution qu'il désigne comme un impôt d'« ignis » dans un des pays les pauvres du monde. Il demande le retrait de cette ordonnance. Ecouter Gabriel Rufyiri sur RFI

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});